



# RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 79

23 juin  
2010

## BIENTÔT LA RETRAITE À 70 ANS ?

La carte des manifestations :  
<http://www.cgt.fr/spip.php?article37486>



**Jeudi 24 juin,  
pour nos retraites,  
tous dans la rue**

### Sommaire

- ✓ Retraites : chacun ses raisons de descendre dans la rue pages 2/3
- ✓ Trois mesures alternatives pour financer les retraites pages 4
- ✓ Economie et Politique : un N° spécial et une plaquette pages 5/6/7

## CHACUN SES RAISONS POUR DESCENDRE DANS LA RUE LE 24

### Jeunes : un gâchis humain et financier

En portant à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, un million d'emplois qui devaient s'ouvrir pour les jeunes d'ici 2016 leur seront fermés.

Avec le CPE les jeunes criaient : « *papa, j'ai trouvé un emploi, c'est le tien !* ». Avec la réforme Sarkozy leurs parents pourraient leur répondre : « *mon fils, l'emploi que je ne peux quitter, c'est le tien!* ».

Face à un tel gâchis humain et financier (les dépenses d'éducation et de formation pour conduire au chômage) .

***Le 24, les jeunes seront dans la rue.***

### Femmes : 67 ans pour la retraite : non!

Le report de 65 à 67 ans pour l'accès à la retraite à taux plein pour celles qui n'auront pas leurs 41,5 années de travail exigées par le projet Sarkozy, va frapper de plein fouet les femmes.

Ainsi, elles devront cotiser plus longtemps alors que leur carrière est touchée par le chômage et la précarité, que leur retraite est en moyenne 40 % moins élevée que celle des hommes (979 €, contre 1625 €), et qu'elles doivent cumuler les tâches domestiques et professionnelles.

***Le 24, les femmes seront dans la rue.***

### Salariés à la carrière pénible :

**90 % d'entre eux seraient exclus du dispositif.**

Alors que la pénibilité du travail touche des corporations entières (bâtiment et travaux publics, sidérurgie, travail à la chaîne, travail de nuit,...), le projet du gouvernement n'accorderait de retraite anticipée aux salariés usés par le travail qu'au compte goutte, après examen médical, avec des procédures à la portée de contestations patronales incessantes.

Alors que les syndicats estiment à plus de 100 000 ceux qui y ont droit, le gouvernement cherche à réduire à 10 000 ceux dont la pénibilité serait reconnue.

***Le 24, la France qui se lève tôt et travaille dur sera dans la rue***

## **Fonctionnaires : la double peine**

Déjà sanctionnés par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le projet Sarkozy veut maintenant baisser le salaire des fonctionnaires en augmentant leur cotisation retraite. C'est une escroquerie, puisque les fonctionnaires comme ceux des collectivités territoriales, par exemple, payent globalement (employeurs et salariés) des taux de cotisation bien supérieurs (31 % contre 21 %) à ceux du secteur privé.

***Le 24, la fonction publique sera aussi dans la rue***

## **Salariés et retraités: l'avenir de leur retraite en danger**

Malgré les sacrifices imposés aux salariés, à qui l'on demanderait de supporter la quasi-totalité de l'effort de financement supplémentaire à venir (25 milliards en 2019 contre 5,5 milliards aux plus riches), 50 % des besoins de financement ne seraient pas assurés. Et donc, avec le plan Sarkozy, c'est encore la perspective de retraites revues à la baisse, de menaces d'allongement d'années de cotisation et de report de l'âge de la retraite qui menacerait.

***Le 24 juin,  
Tous ensemble pour nos retraites  
et promouvoir  
des alternatives au plan Sarkozy***

## **TROIS MESURES ALTERNATIVES**

- POUR FINANCER LES RETRAITES**
- ET PÉRENNISER LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION.**

### **1ere proposition:**

**Une réforme de l'assiette des cotisations patronales, la modulation de leur taux pour les rendre efficaces pour l'emploi.**

Aujourd'hui, plus une entreprise embauche et accroît les salaires, plus elle paye de cotisations.

Mais celle qui licencie, bloque les salaires et choisit les placements financiers contre l'emploi, en paye de moins en moins.

Ainsi la part de charges sociales dans la valeur ajoutée dans le BTP est plus du double de celle des banques, des compagnies d'assurances.

C'est injuste!

D'où la proposition d'une modulation du taux de cotisation : des taux beaucoup plus lourds pour les entreprises qui limitent les salaires et licencient \*<sup>1</sup>.

Des taux relativement plus bas pour celles qui développent les emplois, les salaires, la formation;

Cela pousserait à la création d'emplois et à l'accroissement des salaires et donc aux rentrées de cotisations sociales.

### **2eme proposition:**

**Une nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières.**

De 2008 à 2009, ces revenus qui ne cotisent pas à la protection sociale sont passés de 260 à 305 milliards d'euros ! Cela au détriment de l'emploi et des investissements.

Soumis au taux de la cotisation patronale sur les salaires, soit 9,9% pour les retraites, cela apporterait près de 30 milliards d'euros en ressources au système des retraites.

### **3eme proposition:**

**En finir avec les allègements de cotisations sociales patronales et agir pour baisser les charges financières du crédit aux entreprises de façon sélective.**

30 milliards sont accordés annuellement aux entreprises en exonérations de cotisations sociales patronales.

Ils pourraient être utilisés, sous le contrôle des salariés et des élus, à inciter les banques à financer des investissements afin que les projets, **qui programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés et contrôlés, voient le taux d'intérêt de leur crédit abaissé, jusqu'à devenir nul.**

Dès maintenant, des Fonds régionaux ayant pour fonction de financer de tels projets, pourraient être mis en place par les conseils régionaux, dont 21 sur 22 sont dirigés par la gauche.

*\*<sup>1</sup>Modulation en fonction d'un rapport masse salariale / valeur ajoutée,*

# ECONOMIE & POLITIQUE

Les  
cahiers

RETRAITE PAR RÉPARTITION ET EMPLOI :

## MÊME COMBAT !



- Les défis démographiques, sociaux et économiques
- Le poids des réformes passées
- La réforme gouvernementale de 2010
- Des propositions alternatives pour une réforme de progrès

5 €

**Economie et Politique**  
**publie un 44 pages spécial**  
**sur une réforme de Progrès de la Retraite.**

Ce Numéro spécial fait une analyse des réformes successives, notamment Balladur en 1993, Fillon en 2003 et Bertrand en 2008 et présente des propositions alternatives du PCF au projet Sarkozy, reprises dans une proposition de loi sur le financement des retraites.

Prix de Vente : 5€ la Plaquette

**ECONOMIE  
&  
POLITIQUE****Dossier : Retraites****SOMMAIRE****1 Satisfaire la finance ou les êtres humains**

Première partie : Les défis démographiques, sociaux et économiques

**2 La crise des retraites dans la crise du système capitaliste****3 Pas de fatalisme du déclin démographique**

*Catherine Mills*

**5 Retraites  
Le défi démographique exige d'autres politiques d'emploi et de gestion d'entreprises**

*Frédéric Boccard*

**8 La sécu minée par la crise**

*Alain Morin*

Deuxième partie : Le poids des réformes passées

**10 11 mesures qui ont fait régresser les pensions et la retraite par répartition****11 De la réforme Balladur à la loi Fillon : un rabotage tous azimuts**

*Catherine Mills*

**12 Encart - Financement : l'impasse de la loi Fillon de 2003****13 Régimes spéciaux de retraite à la moulINETTE libérale sarkozienne**

*Catherine Mills*

**14 Le rendez-vous de 2008  
Augmenter la durée de cotisations pour tous**

*Catherine Mills*

**15 Inégalités hommes/femmes par rapport à la retraite****15 Inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre les ouvriers et cadres supérieurs**

*Gisèle Cailloux*

**16 Une attaque frontale contre les pensions de la fonction publique**

*Roland Perrier*

**17 Encart - Les effets pour les fonctionnaires de la réforme de 2003 sur le niveau des pensions pour un départ à 60 ans****17 Encart - Retraites : le grand décrochage des retraites sur les salaires**

Troisième partie : La réforme gouvernementale de 2010

**19 Une nouvelle étape dans l'accélération des réformes libérales**

*Catherine Mills*

**20 Le document d'orientation gouvernemental  
Programmer la régression**

*Catherine Mills*

**22 Les retraites par capitalisation dans la crise  
Une étude contradictoire de l'OCDE**

*Catherine Mills*

**23 Encart - L'effondrement des régimes par capitalisation****23 Encart - Système de retraite par répartition/système de retraite par capitalisation****24 Cadre idéologique de l'offensive de la droite sur les retraites**

*Yves Dimicoli*

**26 Les propositions du Parti socialiste sur les retraites  
Le diable est dans les détails**

*Alain Morin*

Quatrième partie :  
Un enjeu de civilisation  
Des propositions alternatives pour une réforme de progrès

**29 Objectifs sociaux d'une réforme de progrès des retraites**

*Catherine Mills*

**30 Un nouveau financement de la retraite est possible et indispensable**

*Catherine Mills*

**31 Pour défendre la répartition, promouvoir et réformer les cotisations sociales**

*Catherine Mills*

**32 Encart - Ce que sont les revenus financiers des entreprises****33 Suppression des exonérations de cotisations patronales  
Pour une relance véritable de l'emploi**

*Alain Morin*

**34 Encart - L'échec de la prétention à lutter contre les délocalisations par la baisse du coût salarial de l'emploi****35 Sécuriser l'emploi et la formation**

*Cécile Bidard*

**36 Retraite : les syndicats, associations et organisations politiques de gauche de la jeunesse prennent parti**

*Document*

**37 Un service public de promotion des personnes âgées et de leurs activités sociales, enjeu de civilisation**

*Paul Boccard*

**Quelques repères****40 Principes à défendre et à promouvoir de notre système de protection sociale****40 Régime par annuités****40 Prestations définies/cotisations définies****41 Le régime par points****41 Le principe des comptes notionnels**

**BON DE COMMANDE**

**Economie et Politique publie un 44 pages spécial sur une réforme de Progrès de la Retraite.**

Organisme.....  
.....

Nom : .....  
Prénom : .....;

Adresse :  
.....  
.....

CP : ..... Ville : .....

Téléphone : .....  
Mail :  
.....

**Pour des commandes individuelles ou groupées**

4 € la plaquette + frais de port : 0,55€

A partir de 50 exemplaires = 3 € la plaquette + frais de port : 12,30€

A partir de 100 exemplaires = 2,5€ la plaquette + frais de Port : 24,60€

Retourner le Bon de Commande à  
Erwan BAETE  
2 place du Colonel Fabien  
75019 Paris  
Ou par mail à [ecopo@economie-politique.org](mailto:ecopo@economie-politique.org)